

La Stratégie Participative 2040 est structurée en 5 piliers :

1. Politiques, lois, règlements et institutions ;
2. Gestion intégrée des ressources en eau ;
3. Infrastructures d'eau et assainissement ;
4. Genre, vulnérabilité et inclusion sociale ;
5. Renforcement des capacités et sensibilisation.

L'approbation de cette stratégie apporte des changements relevant au cadre de la politique sectorielle, notamment en ce qui concerne l'inclusion d'une dimension genre et l'intégration d'une façon plus déterminante de l'assainissement.

En ce qui concerne la dimension genre, elle est mentionnée comme un des piliers de la Stratégie, mais elle est également intégrée d'une façon transversale dans les autres piliers³. Il faut néanmoins remarquer que les indicateurs de suivi pour la réalisation de l'axe genre de la stratégie sont limités au niveau de représentation des femmes au sein des départements et institutions publiques en charge du secteur, ou dans les organisations communautaires de base. Il sera nécessaire d'introduire d'une manière plus déterminante la dimension de genre par le biais de l'identification d'autres indicateurs, en gardant à l'esprit la transversalité de cette dimension.

L'intégration de l'assainissement est évidente en ce qui concerne les infrastructures et le lien établi de manière explicite entre l'amélioration des installations d'assainissement et de la qualité de l'eau et la réduction des maladies d'origine hydrique.

La stratégie est complétée par un plan d'action et un budget, qui identifient des indicateurs de suivi et des lignes de base. Ces instruments devraient néanmoins être considérablement améliorés pour servir comme outil de mise en œuvre et suivi de l'EPAS 2040. En ce qui concerne le plan d'action, on remarque une confusion entre actions et objectifs, et le budget n'est pas encore complet. La stratégie est cohérente avec les engagements internationaux de STP, et fait référence aux Objectifs de Développement Durable (ODD) établis dans l'Agenda 2030.

Le modèle institutionnel de gouvernance et de coordination des politiques de l'eau et de l'assainissement reste à structurer malgré les progrès déjà réalisés, surtout dans le domaine législatif. La mise en place progressive du cadre institutionnel du secteur en ligne avec les dispositions de la loi des ressources hydriques, y compris l'établissement du Conseil national de l'eau, fait partie des conditions générales du CPRS Eau et Assainissement.

Les sous-secteurs de l'eau et de l'assainissement ont des structures de gouvernance distinctes, bien que tous les deux soient sous la responsabilité du MIREN. D'un point de vue administratif, chacun des sous-secteurs est organisé dans une direction générale (DGRNE pour l'eau et DGA pour l'assainissement), mais en ce qui concerne la prestation de services, il y a une différence significative : la distribution d'eau est fournie par l'EMAE, tandis que les services d'assainissement relèvent de la DGA. Cette situation génère deux dynamiques d'investissement différentes: alors que l'EMAE, en tant qu'entreprise publique, prend des initiatives d'investissement dans la production et la distribution d'eau, la DGA, en tant que direction générale, a une capacité d'initiative et de financement limitée.

Les organes de coordination, de gestion et de conseil prévus par la loi portant sur les ressources en eau (Conseil national de l'eau, CNA, et l'Institut national de l'eau, INA), ne sont pas encore installés. Le gouvernement a donné la priorité à la réglementation de la loi avant de procéder à son installation, par exemple à travers l'approbation du décret 17/2020, qui a approuvé le statut organique de l'INA. En ce qui concerne l'INA, le budget de 2021 a prévu une dotation financière pour l'INA d'environ un million d'euros, mais la structure des rapports d'exécution des dépenses publiés à la date de rédaction de cette note ne permet pas de vérifier si ces dépenses ont été effectuées.

La tentative de créer une autorité autonome pour la gestion de l'eau (avec la création du Conseil national de l'eau et de l'entité de gestion de l'eau) se heurte à des difficultés pratiques de mise en œuvre, en grande partie à cause de la difficulté d'établir un modèle de gestion de l'eau, financièrement durable. La création du CNA implique une révision

³ Par exemple dans le pilier 2, qui identifie la promotion de l'égalité de genre comme un des objectifs des activités de gestion des ressources hydriques.